

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Molders, *Échevin·e* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Christine Bogaert, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.09.24

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : squat à Herrmann-Debroux #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Depuis plusieurs semaines, un problème de squat se pose à nouveau à Auderghem, cette fois dans un bâtiment vide, proche de la station de métro Herrmann-Debroux et de la pompe à essence Esso.

Dans la presse cet été, les riverains se plaignaient d'un sentiment d'insécurité croissant, notamment dû à la présence de personnes désœuvrées dans le quartier.

Madame la Bourgmestre a indiqué être en contact avec le propriétaire du bâtiment, un prestataire privé, pour faire évacuer les lieux. Les lieux ont finalement été évacués vendredi 20 septembre.

Nos questions sont les suivantes :

1. Comment se sont déroulés les discussions avec le propriétaire, puis l'opération d'évacuation
2. Des faits de violences ou d'incivilités avaient-ils été signalés dans le quartier, en rapport avec les occupants du squat ?
3. Les personnes qui occupaient ce squat étaient-elles les mêmes que celles qui se trouvaient préalablement au consulat de Chine boulevard du Souverain ? Si oui, comment éviter que la situation se reproduise dans un autre bâtiment vide ?
4. Comment s'organise la surveillance des bâtiments vides ? La police se montre-t-elle d'une vigilance accrue ?
5. De manière générale, quelle est l'action menée par la commune pour sécuriser les environs de la station de métro Herrmann-Debroux, notamment en collaboration avec la STIB ?

Nous vous remercions,
Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Mesdames les Conseillères,

Je vous remercie pour votre question, s'agissant d'une issue, espérons-le définitive, vendredi dernier 20 septembre.

Rétroactes :

En juin de cette année, les services de police m'informent que certains accès du bâtiment situé au 15 avenue Herrmann-Debroux, semblent manifestement avoir été forcés. J'adresse dans la foulée un premier courrier au propriétaire de l'immeuble en l'informant de la situation et en l'enjoignant de faire le nécessaire pour sécuriser l'immeuble.

Le 18 juin, les services de police constatent que les lieux sont à nouveau occupés illégalement. J'ordonne alors une visite de l'immeuble en présence des services communaux, sociaux et de la police afin d'évaluer la situation et les risques. Cette visite est effectuée dès le 21 juin. Je demande également aux services communaux d'organiser une visite de l'immeuble avec les pompiers. Je demande enfin à Bruss'help d'aller « screener » comme ils disent les occupants afin d'évaluer leur état de santé et les possibilités de relogement. Le rapport de visite de la Commune est transmis au propriétaire le 26 juin en l'invitant à entamer les démarches judiciaires afin de mettre un terme à l'occupation illégale de l'immeuble. Le rapport du SIAMU est de même transmis au propriétaire afin d'étayer son dossier judiciaire.

Le 9 août (la première audience ayant été reportée pour des raisons que j'ignore), la Justice de Paix ordonne l'évacuation des lieux, l'ordonnance laissant un délai (*de quinze jours*) aux occupants pour quitter volontairement l'immeuble. En parfaite collaboration avec les services de police, communaux, les huissiers et les conseils du propriétaire, l'évacuation s'est donc déroulée vendredi dernier. *Les huissiers du propriétaire n'ayant signifié l'ordonnance que le 2 septembre, malgré notre insistance, le délai de 15 jours prévu dans celle-ci commençait alors à courir à cette date, ce qui explique une expulsion le 20 septembre.* L'évacuation s'est faite sans heurts, un grand nombre de squatters ayant déjà quitté les lieux, les derniers n'opposant aucune résistance à leur expulsion.

Je tiens à remercier les services de police, de la voirie et les services sociaux de la commune qui ont encadré l'opération avec professionnalisme et humanité.

Outre les courriers officiels, j'ai eu, ainsi que les Commissaires de notre zone de police, de réguliers contacts informels avec le propriétaire afin de maintenir une pression constante pour que d'une part la procédure judiciaire soit enclenchée et qu'elle aboutisse favorablement, et d'autre part pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle occupation de l'immeuble. À cet égard, des équipes du propriétaire étaient présentes lors de l'expulsion pour murer les différentes entrées, une société de gardiennage étant prévue dès le jour de l'évacuation.

Concernant les faits de violence que vous évoquez, j'ai été avisée d'un rapport de police daté du 29 juillet lequel relatait des vols à l'étalage vis-à-vis du personnel de l'établissement Delhaize à Herrmann-Debroux. Dès la connaissance de ce squat fin juin, j'ai demandé aux services de police de renforcer les patrouilles dans le quartier, notamment un passage quotidien à la station essence jouxtant l'immeuble.

Quant à l'identité et au profil des occupants illégaux, ils sont de même origine (slave) mais selon les informations dont je dispose, ils sont majoritairement différents de ceux qui occupaient l'année dernière l'immeuble sis boulevard du Souverain, 400.

Comme vous, ma principale crainte est que ces squatters ne se déplacent que de quelques mètres et viennent occuper un autre immeuble inoccupé. C'est pourquoi j'ai demandé aux services communaux compétents de contacter les propriétaires d'immeubles voisins inoccupés afin de leur demander de renforcer la surveillance de leurs immeubles. Parallèlement, les services de police maintiennent bien entendu une attention particulière sur le quartier.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 septembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Molders, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyna, Christine Bogaert, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.09.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): kraken bij Herrmann-Debroux #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Sinds enkele weken is er opnieuw een kraakprobleem in Oudergem, dit keer in een leegstaand gebouw vlakbij het metrostation Herrmann-Debroux en de Esso benzinepomp.

In de pers klaagden buurtbewoners deze zomer over een groeiend gevoel van onveiligheid, vooral door de aanwezigheid van werklozen in het gebied.

De burgemeester zei dat ze contact had met de eigenaar van het gebouw, een particuliere dienstverlener, om het pand te laten ontruimen. Het pand werd uiteindelijk op vrijdag 20 september ontruimd.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Hoe verliepen de gesprekken met de eigenaar, gevolgd door de ontruimingsoperatie?
2. Werd er melding gemaakt van geweld of onbeleefdheid in de buurt, in verband met de bewoners van het kraakpand?
3. Waren de mensen die dit kraakpand bezetten dezelfde mensen die eerder in het Chinese consulaat op de Vorstlaan zaten? Zo ja, hoe kan worden voorkomen dat deze situatie zich herhaalt in een ander leegstaand gebouw?
4. Hoe worden leegstaande gebouwen gecontroleerd? Is de politie waakzamer?
5. Wat doet de gemeente in het algemeen om de omgeving van metrostation Herrmann-Debroux veiliger te maken, in het bijzonder in samenwerking met de MIVB?

Hartelijk dank,
Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Aantwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Dames raadsleden,

Ik wil u bedanken voor uw vraag, want we kijken uit naar een hopelijk definitieve uitkomst op vrijdag 20 september.

Retroacties :

In juni van dat jaar informeerde de politie me dat sommige ingangen van het gebouw aan de Herrmann-Debrouxlaan 15 opengebroken leken te zijn. Ik schreef onmiddellijk naar de eigenaar van het gebouw om hem op de hoogte te brengen van de situatie en hem te vragen de nodige maatregelen te nemen om het gebouw te beveiligen.

Op 18 juni stelde de politie vast dat het pand opnieuw illegaal werd bewoond. Ik heb toen opdracht gegeven voor een bezoek aan het pand in aanwezigheid van de gemeente, de sociale dienst en de politie om de situatie en de risico's te beoordelen. Dit bezoek vond plaats op 21 juni. Ik heb de gemeentelijke diensten ook gevraagd om samen met de brandweer een bezoek aan het gebouw te organiseren. Ten slotte vraag ik de hulp van Bruss'help om de bewoners te gaan "screenen" om hun gezondheidstoestand en de mogelijkheid tot herhuisvesting te beoordelen. Het inspectierapport van de gemeente werd op 26 juni naar de eigenaar gestuurd, met het verzoek gerechtelijke stappen te ondernemen om een einde te maken aan de illegale bewoning van het gebouw. Het SIAMU-rapport werd ook naar de eigenaar gestuurd om zijn rechtszaak te ondersteunen.

Op 9 augustus (de eerste zitting was om mij onbekende redenen uitgesteld) heeft de vrederechter de ontruiming van het pand bevolen, waarbij de bewoners een termijn van vijftien dagen kregen om het gebouw vrijwillig te verlaten. De ontruiming vond afgelopen vrijdag plaats, in perfecte samenwerking met de politie, de gemeente, de deurwaarders en de adviseurs van de eigenaar. Ondanks ons aandringen betekenden de deurwaarders van de verhuurder het bevel pas op 2 september, wat betekende dat de periode van 15 dagen die in het bevel stond op die datum begon te lopen, wat verklaart waarom de ontruiming op 20 september plaatsvond. De ontruiming verliep vlot: een groot aantal krakers had het pand al verlaten en de resterende krakers boden geen weerstand tegen hun ontruiming.

Ik wil graag de lokale politie, de wegenwacht en de sociale dienst bedanken die de operatie professioneel en menselijk hebben begeleid.

Naast de officiële brieven hadden ik en de commissarissen van onze politiezone regelmatig informeel contact met de eigenaar om voortdurend druk uit te oefenen om ervoor te zorgen dat de gerechtelijke procedure werd opgestart en tot een goed einde werd gebracht en dat hij de nodige maatregelen nam om te voorkomen dat het gebouw opnieuw zou worden betrokken. In dit verband waren de teams van de eigenaar aanwezig op het moment van de ontruiming om de verschillende ingangen af te sluiten en werd er vanaf de dag van de ontruiming gezorgd voor een bewakingsbedrijf.

Wat betreft de gewelddaden die u noemt, werd ik op de hoogte gebracht van een politierapport van 29 juli waarin winkeldiefstal werd beschreven van personeel in de Delhaize-winkel in Herrmann-Debroux. Zodra ik eind juni op de hoogte was van deze kraak, heb ik de politie gevraagd om meer patrouilles in de buurt te houden, waaronder een dagelijks bezoek aan het benzinestation naast het gebouw.

Wat betreft de identiteit en het profiel van de illegale bewoners, ze zijn van dezelfde afkomst (Slavisch) maar volgens de informatie die ik heb, zijn ze meestal anders dan degenen die vorig jaar het gebouw op de Vorstlaan, 400, bezetten.

Net als u ben ik vooral bang dat deze krakers slechts een paar meter verhuizen en een ander leegstaand gebouw bezetten. Daarom heb ik de bevoegde gemeentelijke diensten gevraagd contact op te nemen met de eigenaars van naburige leegstaande gebouwen om hen te vragen de bewaking van hun gebouwen op te voeren. Tegelijkertijd houdt de politie het gebied natuurlijk goed in de gaten.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 september 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Molders, *Échevin·e* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Christine Bogaert, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.09.24

#Objet : Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : le squat Herrmann-Debroux #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Depuis plusieurs mois, un bâtiment - à côté de la pompe à essence située à Herrmann-Debroux - est laissé à l'abandon et est occupé par des squatteurs. Cet été, vous indiquiez à la presse avoir pris des contacts avec le propriétaire du bâtiment afin qu'il prenne des dispositions pour sécuriser les lieux dans l'attente des travaux de transformation à venir.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous nous faire un état des lieux de la situation?
- Beaucoup de riverains se plaignent d'une augmentation du sentiment d'insécurité suite à ce squat. Quelles sont les mesures que vous avez mises en place avec la zone de police ?
- D'autres bâtiments (immeubles de bureaux) à proximité sont également inoccupés, avez-vous pris des mesures préventives pour éviter que ceux-ci soient également squattés ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Mesdames les Conseillères,

Je vous remercie pour votre question, s'agissant d'une issue, espérons-le définitive, vendredi dernier 20 septembre.

Rétroactes :

En juin de cette année, les services de police m'informent que certains accès du bâtiment situé au 15 avenue Herrmann-Debroux, semblent manifestement avoir été forcés. J'adresse dans la foulée un premier courrier au propriétaire de l'immeuble en l'informant de la situation et en l'enjoignant de faire le nécessaire pour sécuriser l'immeuble.

Le 18 juin, les services de police constatent que les lieux sont à nouveau occupés illégalement. J'ordonne

alors une visite de l'immeuble en présence des services communaux, sociaux et de la police afin d'évaluer la situation et les risques. Cette visite est effectuée dès le 21 juin. Je demande également aux services communaux d'organiser une visite de l'immeuble avec les pompiers. Je demande enfin à Bruss'help d'aller « screener » comme ils disent les occupants afin d'évaluer leur état de santé et les possibilités de relogement. Le rapport de visite de la Commune est transmis au propriétaire le 26 juin en l'invitant à entamer les démarches judiciaires afin de mettre un terme à l'occupation illégale de l'immeuble. Le rapport du SIAMU est de même transmis au propriétaire afin d'étayer son dossier judiciaire.

Le 9 août (la première audience ayant été reportée pour des raisons que j'ignore), la Justice de Paix ordonne l'évacuation des lieux, l'ordonnance laissant un délai (*de quinze jours*) aux occupants pour quitter volontairement l'immeuble. En parfaite collaboration avec les services de police, communaux, les huissiers et les conseils du propriétaire, l'évacuation s'est donc déroulée vendredi dernier. *Les huissiers du propriétaire n'ayant signifié l'ordonnance que le 2 septembre, malgré notre insistance, le délai de 15 jours prévu dans celle-ci commençait alors à courir à cette date, ce qui explique une expulsion le 20 septembre.* L'évacuation s'est faite sans heurts, un grand nombre de squatters ayant déjà quitté les lieux, les derniers n'opposant aucune résistance à leur expulsion.

Je tiens à remercier les services de police, de la voirie et les services sociaux de la commune qui ont encadré l'opération avec professionnalisme et humanité.

Outre les courriers officiels, j'ai eu, ainsi que les Commissaires de notre zone de police, de réguliers contacts informels avec le propriétaire afin de maintenir une pression constante pour que d'une part la procédure judiciaire soit enclenchée et qu'elle aboutisse favorablement, et d'autre part pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle occupation de l'immeuble. À cet égard, des équipes du propriétaire étaient présentes lors de l'expulsion pour murer les différentes entrées, une société de gardiennage étant prévue dès le jour de l'évacuation.

Concernant les faits de violence que vous évoquez, j'ai été avisée d'un rapport de police daté du 29 juillet lequel relatait des vols à l'étalage vis-à-vis du personnel de l'établissement Delhaize à Herrmann-Debroux. Dès la connaissance de ce squat fin juin, j'ai demandé aux services de police de renforcer les patrouilles dans le quartier, notamment un passage quotidien à la station essence jouxtant l'immeuble.

Quant à l'identité et au profil des occupants illégaux, ils sont de même origine (slave) mais selon les informations dont je dispose, ils sont majoritairement différents de ceux qui occupaient l'année dernière l'immeuble sis boulevard du Souverain, 400.

Comme vous, ma principale crainte est que ces squatters ne se déplacent que de quelques mètres et viennent occuper un autre immeuble inoccupé. C'est pourquoi j'ai demandé aux services communaux compétents de contacter les propriétaires d'immeubles voisins inoccupés afin de leur demander de renforcer la surveillance de leurs immeubles. Parallèlement, les services de police maintiennent bien entendu une attention particulière sur le quartier.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 septembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Molders, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyna, Christine Bogaert, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.09.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): kraakpand Herrmann-Debroux #

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de burgemeester, dames en heren, Schepenen,
Beste collega's,
Sinds enkele maanden wordt een gebouw naast de benzinepomp in Herrmann-Debroux verlaten en bezet door krakers. Deze zomer vertelde u aan de pers dat u contact had opgenomen met de eigenaar van het gebouw om hem te vragen stappen te ondernemen om het pand te beveiligen in afwachting van de komende verbouwingswerkzaamheden.

Ik heb de volgende vragen:

- Kunt u ons een overzicht geven van de situatie?
- Veel buurtbewoners klagen over een verhoogd gevoel van onveiligheid als gevolg van het kraken. Welke maatregelen heeft u samen met de politie genomen?
- Andere gebouwen (kantoorgebouwen) in de buurt staan ook leeg. Hebt u preventieve maatregelen genomen om te voorkomen dat deze ook worden gekraakt?

Bedankt voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

PS gemeenteraadslid

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

Dames raadsleden,

Ik wil u bedanken voor uw vraag, want we kijken uit naar een hopelijk definitieve uitkomst op vrijdag 20 september.

Retroacties :

In juni van dat jaar informeerde de politie me dat sommige ingangen van het gebouw aan de Herrmann-Debrouxlaan 15 opengebroken leken te zijn. Ik schreef onmiddellijk naar de eigenaar van het gebouw om hem op de hoogte te brengen van de situatie en hem te vragen de nodige maatregelen te nemen om het gebouw te beveiligen.

Op 18 juni stelde de politie vast dat het pand opnieuw illegaal werd bewoond. Ik heb toen opdracht gegeven voor een bezoek aan het pand in aanwezigheid van de gemeente, de sociale dienst en de politie om de situatie en de risico's te beoordelen. Dit bezoek vond plaats op 21 juni. Ik heb de gemeentelijke diensten ook gevraagd om samen met de brandweer een bezoek aan het gebouw te organiseren. Tot slot vraag ik de hulp van Bruss'help om de bewoners te gaan "screenen" om hun gezondheidstoestand en de mogelijkheid tot herhuisvesting te beoordelen. Het inspectierapport van de gemeente werd op 26 juni naar de eigenaar gestuurd, met het verzoek gerechtelijke stappen te ondernemen om een einde te maken aan de illegale bewoning van het gebouw. Het SIAMU-rapport werd ook naar de eigenaar gestuurd om zijn rechtszaak te ondersteunen.

Op 9 augustus (de eerste zitting was om mij onbekende redenen uitgesteld) heeft de vrederechter de ontruiming van het pand bevolen, waarbij de bewoners een termijn van vijftien dagen kregen om het gebouw vrijwillig te verlaten. De ontruiming vond afgelopen vrijdag plaats, in perfecte samenwerking met de politie, de gemeente, de deurwaarders en de adviseurs van de eigenaar. Ondanks ons aandringen betekenden de deurwaarders van de verhuurder het bevel pas op 2 september, wat betekende dat de periode van 15 dagen die in het bevel stond op die datum begon te lopen, wat verklaart waarom de ontruiming op 20 september plaatsvond. De ontruiming verliep vlot: een groot aantal krakers had het pand al verlaten en de resterende krakers boden geen weerstand tegen hun ontruiming.

Ik wil de plaatselijke politie, de wegendienst en de sociale dienst bedanken voor het professionele en humane toezicht op de operatie.

Naast de officiële brieven hadden ik en de commissarissen van onze politiezone regelmatig informeel contact met de eigenaar om voortdurend druk uit te oefenen om ervoor te zorgen dat de gerechtelijke procedure werd opgestart en tot een goed einde werd gebracht en dat hij de nodige maatregelen nam om te voorkomen dat het gebouw opnieuw zou worden betrokken. In dit verband waren de teams van de eigenaar aanwezig op het moment van de ontruiming om de verschillende ingangen af te sluiten en werd er vanaf de dag van de ontruiming gezorgd voor een bewakingsbedrijf.

Wat betreft de gewelddaden die u noemt, werd ik op de hoogte gebracht van een politierapport van 29 juli waarin winkeldiefstal werd beschreven van personeel in de Delhaize-winkel in Herrmann-Debroux. Zodra ik eind juni op de hoogte was van deze kraak, heb ik de politie gevraagd om meer patrouilles in de buurt te houden, waaronder een dagelijks bezoek aan het benzinestation naast het gebouw.

Wat betreft de identiteit en het profiel van de illegale bewoners, ze zijn van dezelfde afkomst (Slavisch) maar volgens de informatie die ik heb, zijn ze meestal anders dan degenen die vorig jaar het gebouw op de Vorstlaan, 400, bezetten.

Net als u ben ik vooral bang dat deze krakers slechts een paar meter verhuizen en een ander leegstaand gebouw bezetten. Daarom heb ik de betrokken gemeentelijke diensten gevraagd om contact op te nemen met de eigenaren van naburige leegstaande gebouwen om hen te vragen de bewaking van hun gebouwen op te voeren. Tegelijkertijd houdt de politie het gebied natuurlijk nauwlettend in de gaten.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 september 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Molders, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Christine Bogaert, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.09.24

#Objet : Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : l'état de la maison du Meunier – Rouge-Cloître #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Le territoire communal a la chance de compter un site exceptionnel qu'est le Rouge Cloître.

Si des rénovations ont été menées sur plusieurs bâtiments, la maison du Meunier continue à se détériorer sans mise en place de réelles mesures efficaces pour la protéger dans l'attente d'une rénovation. Cet état perdure maintenant depuis plusieurs années.

Nous avons déjà eu l'occasion de débattre du partage de compétences de ce site. Et vous nous aviez indiqué avoir alerté la Région sur l'état de ce bâtiment.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous m'indiquer si la commune a entrepris des nouvelles démarches auprès de la Région quant à la mise en place de mesures de protection supplémentaires de ce bâtiment afin d'éviter sa dégradation le temps de sa rénovation ?
- Avez-vous envisagé de vous substituer à la Région quant à la mise en place de mesures de protection du bâtiment, quitte ensuite à vous retourner vers celle-ci pour leur prise en charge ? Si non, pourquoi ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Pour rappel, un projet de restauration est en cours pour occupation prochaine par la Fondation de la Forêt de Soignes.

Le projet est détaillé sur le site des architectes désignés MONEO :

https://atelier-moneo.be/index.php/portfolio_page/prieure-du-rouge-cloitre-maison-du-meunier/

Le projet a pris du retard car Bruxelles Environnement a dû intercaler un autre chantier urgent du

département EAU sur les étangs. Le site ne permet pas de multiples chantiers en même temps.

La bâche de protection qui n'était plus qu'un gruyère a été remplacée suite à une interpellation communale il y a quelques mois.

Le permis a été délivré.

La publication du marché de travaux devrait avoir lieu cette semaine et on espère attribuer et notifier l'adjudicataire début 2025.

En tenant compte du temps nécessaire à la publication, à l'analyse des offres, aux diverses approbations et au délai entre la notification et le début de la construction, nous prévoyons un début de chantier en avril/mai 2025. Le chantier est prévu durer environ 14 mois.

Dans ces conditions, il n'y a pas de nécessité de me substituer à la région me semble-t-il, et il n'y a pas d'obligation légale non plus de le faire puisqu'il n'y a pas de danger imminent.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 septembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Molders, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Christine Bogaert, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.09.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): de staat van de Molenaarswoning - Rood Klooster #

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de burgemeester, dames en heren, wethouders,
Beste collega's,
De gemeente heeft het geluk over een uitzonderlijke locatie te beschikken in de vorm van het Rood Klooster. Hoewel er renovatiewerkzaamheden zijn uitgevoerd aan een aantal gebouwen, blijft de Molenaarswoning in verval raken zonder dat er echt doeltreffende maatregelen zijn genomen om het te beschermen in afwachting van de renovatie. Deze situatie duurt nu al enkele jaren.
We hebben al de gelegenheid gehad om het delen van de verantwoordelijkheden voor deze locatie te bespreken. En u vertelde ons dat u de regio op de hoogte had gebracht van de staat van het gebouw.
Ik heb de volgende vragen:

- Kunt u mij vertellen of de gemeente samen met het Gewest nieuwe stappen heeft ondernomen om aanvullende beschermingsmaatregelen voor dit gebouw te treffen om te voorkomen dat het tijdens de renovatie in verval raakt?
- Hebt u overwogen om de uitvoering van de beschermingsmaatregelen voor het gebouw over te nemen van het Gewest, zelfs als dat betekent dat u terug moet naar het Gewest om ze te betalen? Zo niet, waarom niet?

Bedankt voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

PS gemeenteraadslid

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

Ter herinnering: er is momenteel een restauratieproject aan de gang en de Stichting Zoniënwoud zal de locatie in de nabije toekomst in gebruik nemen.

Details over het project zijn te vinden op de website van de architecten MONEO :

https://atelier-moneo.be/index.php/portfolio_page/prieure-du-rouge-cloitre-maison-du-meunier/

Het project heeft vertraging opgelopen omdat Leefmilieu Brussel een ander dringend project van het

departement WATER aan de vijvers heeft moeten onderbreken. De werf laat niet toe om meerdere werken tegelijkertijd uit te voeren.

Het beschermende zeil, dat niet meer was dan een Zwitserse kaas, werd een paar maanden geleden op verzoek van de gemeente vervangen.

De vergunning is afgegeven.

Het contract voor de werkzaamheden wordt deze week gepubliceerd en men hoopt begin 2025 de opdracht te kunnen gunnen en de winnende inschrijver op de hoogte te kunnen stellen.

Rekening houdend met de tijd die nodig is voor de publicatie, de analyse van de offertes, de verschillende goedkeuringen en de tijd tussen de kennisgeving en de start van de bouw, verwachten we dat de werkzaamheden in april/mei 2025 zullen beginnen. De bouw zal naar verwachting ongeveer 14 maanden in beslag nemen.

Onder deze omstandigheden is het niet nodig dat ik de regio overneem, en er is ook geen wettelijke verplichting om dat te doen, aangezien er geen dreigend gevaar is.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 september 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos